

# L'APPEL À DES ÉTATS GÉNÉRAUX DU CINÉMA SE FAIT ENTENDRE

Le 6 octobre, à l'Institut du monde arabe, s'est tenue une journée de discussions menée par le collectif de professionnels et d'organisations du cinéma qui réclament des États généraux auprès des pouvoirs publics.

Cinéastes, producteurs, étudiants, techniciens, scénaristes, distributeurs, critiques, comédiens, programmeurs de festivals, animateurs culturels, exploitants, spectateurs... toutes les strates de l'écosystème cinéma – coovriés, ni le CNC ni le ministère de la Culture n'étaient présents – se sont réunies pour partager expériences, craintes et espoirs. Sur la crise de fréquentation actuelle, Étienne Ollagnier, dirigeant de Jour2Fête, a dressé différents constats (déshabitude du public, concurrence des plateformes, menaces pour la diversité des films) tandis que Gautier Labrousse, du Lux de Caen, et Séverine Rocaboy, des Toiles de Saint-Graïen, se sont focalisés sur le ressenti des salles, insistant notamment sur la nécessité de former les spectateurs de demain.

Mais de façon plus générale, les participants ont réaffirmé l'importance d'un soutien public volontariste à la pluralité de la création, dans l'intérêt des publics. « Les gens ont besoin d'histoires. Ce devrait être une bonne nouvelle pour nous, techniciens, artistes et professionnels, mais alors qu'on n'a jamais eu autant besoin de nous, on n'a jamais été aussi maltraités », a ainsi regretté Agnès Jaoui. « Il y a un besoin d'histoires, mais on ne peut plus les voir en salles, ni les fabriquer comme avant, avec des distributeurs qui disparaissent sous nos yeux. Le CNC n'a pas été créé pour récompenser le premier de cordée ; le

marché s'en charge lui-même. » La tendance à la libéralisation du secteur, déjà défendue par le rapport de Dominique Boustonnat de 2019 avant qu'il ne préside le CNC, est en effet au cœur des préoccupations évoquées le 6 octobre, avec la crainte notamment d'une fusion entre cinéma et audiovisuel. « L'obésité des pouvoirs publics à faire émerger des champions nationaux et à industrialiser le secteur n'est pas favorable à la création », a estimé la productrice Elisabeth Perez.

Chez les diffuseurs aussi, on attend du CNC qu'il régule le marché pour limiter la concentration. « Comment accepter, dans un contexte de plus en plus concurrentiel, l'absence de volonté voire de réflexion sur une nécessaire régulation ? », a lancé Christine Beauchemin-Flot, du Sélect à Antony et coprésidente du Scare, osant « rêver à une concertation sur le calendrier des sorties », et insistant sur l'importance de « toujours défendre le rôle majeur, économique et culturel, de la salle de cinéma, ce qui ne peut se faire sans une volonté politique qui doit s'affirmer à nos côtés ». Pour Jane Roger, de JHR Films, « c'est aujourd'hui le cinéma dans son entièreté qui est en mal d'indépendance et de diversité, face à une uniformisation et une standardisation du marché, et a fortiori, des œuvres ». Comparant son métier à celui d'un fournisseur de supermarché, la coprésidente du SDI a déploré que les distributeurs

de films « fragiles et non fragiles » ne puissent plus faire leur travail : « Tous les rayons bien en vue sont occupés par les filous des porteurs. Le commerçant exploitant, même art et essai, même indépendant, pense actuellement que c'est la même étalage que l'hypermarché voisin, sa caisse sera moins vide en fin de semaine. C'est donc une instance sage, au-dessus d'un marché malade, qui doit intervenir pour réguler et inciter la salle à plus de courage. » Son de cloche similaire chez Grégory Gajos, d'Ad Vitam, pour qui « le retour du public en salles n'advientra que par la défense de notre cinéma. Ayons confiance en nos films, soyons fiers et exigeants. Poussons la porte du CNC, réclapons d'ouvrir des discussions pour créer les conditions du retour de la fréquentation en salle. Les idées nous les avons, l'ambition aussi ».

Ouvrir des discussions, c'est bien le sens de cette journée, qui a témoigné de l'urgence d'une concertation large de la profession. Le collectif à l'origine de l'appel attend désormais des pouvoirs publics « qu'ils entendent cette mobilisation exceptionnelle d'artistes, de techniciens et d'indépendants auvront chaque jour auprès du public, dans la presse, les salles, les écoles, les festivals, et qu'ils convoquent au plus vite les États Généraux du cinéma ».

C.V. et T.C.